

Jean-Yves Le Déaut

DÉPUTÉ DE MEURTHE-ET-MOSELLE



Débat à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur les activités de l'OCDE

Près de 6 ans après le début de la crise, nous continuons à la ressentir. Le rapport sur l'OCDE propose de nouvelles approches économiques et je partage l'avis du rapporteur. La croissance ne peut pas être une fin en soi, elle doit contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie des gens. Les notions de bien-être, de bonne santé, d'emploi, de formation, de qualification, de réduction des inégalités, de protection de l'environnement font partie de ce nouvel état d'esprit. M. Gurria, directeur général de l'OCDE, a justement dit qu'une croissance inclusive doit être plus verte, plus équilibrée, plus durable. Nous y parviendrons si nous intégrons de nouveaux marchés émergents dans l'économie mondiale, si nous prenons mieux en compte les mutations technologiques et la raréfaction des ressources naturelles. L'OCDE devrait plus prendre en compte les technologies de rupture. La transition énergétique est l'exemple de ces nouvelles approches face aux défis économiques.

Nous devons faire un effort en matière de culture et d'éducation pour la réussite de la transition énergétique. C'est une problématique qui touche également à l'organisation de l'immigration dans nos pays de l'OCDE.

La culture et l'éducation jouent un rôle essentiel dans l'appropriation collective des contraintes qu'induit le changement climatique et la nécessité de préserver l'environnement de la planète. Il est évident que les messages délivrés aux enfants par l'école, et les signaux envoyés aux adultes à travers l'appareil de culture (spectacles, médias) contribuent à moduler la demande d'énergie, en orientant les individus vers des comportements plus sobres, et vers l'usage de systèmes plus performants, notamment dans le bâtiment.

Mon propos est plutôt de mettre en valeur l'effort de culture et d'éducation qu'il va falloir accomplir du côté de l'offre de nouvelles solutions énergétiques. Cela concerne évidemment la formation d'ingénieurs et de techniciens mobilisés pour poursuivre la mise au point de systèmes d'économies d'énergie et d'énergies renouvelables à des coûts se rapprochant de ceux des énergies fossiles ou nucléaires.

Mais cela concerne aussi la formation des professionnels du bâtiment (artisans et ouvriers spécialisés) sur la compétence desquels va reposer l'essentiel des économies d'énergie. La transition énergétique va ainsi imposer au secteur du bâtiment, dans les prochaines décennies, une révolution qualitative du même ordre de celle qu'a subi le secteur industriel depuis les années 70 du fait de la concurrence internationale et de la mondialisation. Cela concerne à la fois l'architecture, l'énergie, l'isolation, les technologies améliorant la qualité de vie, les systèmes de régulation intelligents.

Cette révolution qualitative risque d'avoir des conséquences sociales déstabilisantes, si un effort de formation important n'est pas engagé : comme cela s'est passé dans l'industrie, les travailleurs ne pourront plus s'orienter vers des secteurs comme ceux du bâtiment par défaut, en offrant seulement une force de travail. Les travailleurs du bâtiment vont désormais devoir offrir une qualité de travail.

J'en arrive aux conséquences sur la gestion de l'immigration, qui demeure indispensable dans nos pays vieillissants, mais qui devra impérativement s'accompagner de formation, car la transition énergétique va faire disparaître un nouveau pan de l'économie où l'on pouvait accueillir jusque-là des travailleurs non qualifiés.

C'est le défi auquel nous sommes confrontés car la crise a généré 15 millions de chômeurs supplémentaires dans les pays de l'OCDE. Nous recréerons des emplois qu'en développant ces nouvelles approches écologiques.